BILLET D'ACTUALITE

Le Shérif nouveau est arrivé !

Par Philippe COSTE, ancien Ambassadeur

- ***Jeudi 10 avril, la Fondation Prospective & Innovation annonçait la parution de sa publication annuelle, « SHERIF 2025 : Qui veut la peau de l'Europe ? ».***
- ***Retrouvez le SHERIF 2025 « Qui veut la peau de l'Europe ? » en librairie Ginkgo Éditeur – ISBN 978 2 84679 601 9 – 20€***

Comme chacun sait, **le SHERIF n'est autre que la Synthèse Historique et Economique des Relations Internationales du Futur, la publication annuelle de la Fondation Prospective & Innovation**. Ce sigle peut paraître un peu tiré par les cheveux : c'est qu'il se veut aussi un hommage au fondateur de la FPI, René Monory, que ses amis surnommaient affectueusement « le shérif », précisément. La sortie du millésime 2025, le 10 avril de cette année, a donné lieu à une sympathique réception qui a réuni nombre d'amis de la Fondation dans les salons du Cercle de l'Union Interalliée, à Paris.

Cette dernière édition est centrée sur le devenir de notre continent avec une interrogation en sous-titre du volume qui en donne le ton : « ***Qui veut la peau de l'Europe ?*** ». Dans un contexte international marqué par l'agressivité persistante de la Russie, la montée continue de la Chine dans l'économie mondiale et les palinodies insensées du nouveau « *leader* du monde libre », l'allocution du Président de la Fondation M. Jean-Pierre Raffarin, Président de la Fondation Prospective & Innovation, ne pouvait que prendre acte de cette dégradation très préoccupante du climat général. Mais il s'est aussi attaché à **mettre en relief les pistes qui devraient permettre de tirer parti de la situation, tant il est vrai que toute crise recèle des opportunités**.

Première opportunité à saisir, l'évolution de l'Allemagne. Le futur chancelier Friedrich Merz, devant la détérioration accélérée du positionnement international de son pays, affiche une volonté déterminée de couper court avec les orientations du passé. La révision du frein à la dette annonce – enfin ! – une vigoureuse relance de l'investissement. Le vif intérêt montré, en réponse à Paris, pour explorer les perspectives d'une protection nucléaire française élargie au-delà des frontières de l'Hexagone témoigne de l'urgence ressentie de redonner toute sa vigueur à la coopération franco-allemande et, partant, de réamorcer le moteur de l'Europe. Si une profonde entente peut être retrouvée entre les deux partenaires-clés, les retombées peuvent en être considérables. On peut ajouter à cela l'évolution prometteuse du Royaume-Uni qui, sous l'impulsion de son Premier ministre Keir Starmer, et à la faveur de la guerre d'Ukraine, s'est considérablement rapproché du continent.

En à peine trois mois, Donald Trump a gravement ébranlé la confiance que le monde plaçait dans les Etats-Unis. L'Europe en est sans doute l'une des premières victimes mais c'est la planète entière qui en est peu ou prou touchée. Et gardons à l'esprit que, de tout ce que l'UE importe du monde extérieur, les Etats-Unis ne fournissent que 13%. Près des neuf dixièmes, 87% pour être exact, proviennent d'ailleurs. **Les initiatives commerciales américaines donnent donc aux Européens une excellente occasion de se rapprocher des pays ou des groupes régionaux** qui partagent leurs préoccupations et cherchent à s'adapter à la nouvelle situation. On voit déjà que des signes de connivence s'échangent avec le Canada et tout particulièrement le Québec qui vient de s'associer au Comité des régions de l'Union européenne. De nouvelles ouvertures sont parfaitement possibles en direction de l'Australie, du Japon, de la Corée du Sud, de la Chine, voire de la Turquie. A nous d'identifier avec tous ces pays les domaines d'intérêt commun que fait apparaître la nouvelle donne internationale et de mettre en œuvre les alliances de tous ordres qui apparaissent possibles et opportunes.

Contrairement aux apparences, nos concitoyens sont parfaitement conscients de la gravité des développements en cours, de la nécessité d'y faire face efficacement et par conséquent des efforts que tout cela va immanquablement leur demander. **La société civile, les entreprises en particulier, voient bien l'urgence qu'il y a à réformer en profondeur nos institutions, nos modes de fonctionnement**. Il faut tirer parti de cet état d'esprit pour donner un sérieux coup d'accélérateur à la modernisation de notre pays.

M. Jean-François Copé, ancien Ministre, Maire de Meaux et Président délégué de la Fondation, a souscrit sans réserve aux trois recommandations que le Premier ministre venait de proposer. Poussant un peu plus loin le raisonnement, il s'est demandé si le moment n'était pas venu de **proposer aux Français un véritable contrat, sur une base volontaire**, dans lequel chaque contractant s'engagerait à travailler davantage – une demi-journée de plus jusqu'à 65 ans –, cela pour mieux mettre le pays au diapason de la nouvelle réalité mondiale, en commençant par l'indispensable assainissement de sa situation financière qui ne pourra se faire qu'en travaillant un peu plus.

Le SHERIF n'a pas encore exploré ces pistes. Du moins l'édition 2025 formule-t-elle les analyses de fond qui aident à mieux comprendre l'évolution du monde et sur la base desquelles des propositions pratiques peuvent être utilement imaginées.

Philippe COSTE

Ancien Ambassadeur